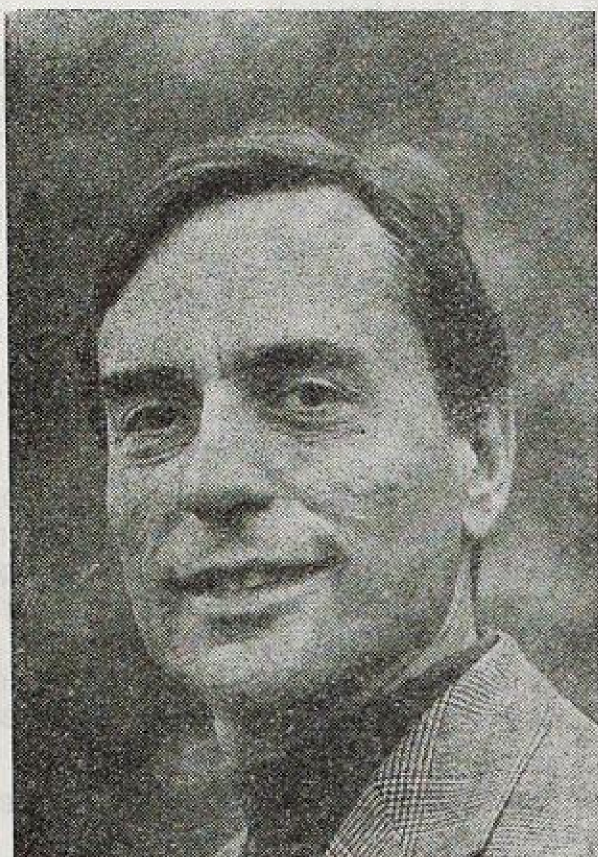
ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION



J.-C. PASTY

CREUSOISES, CREUSOIS,

mes Compatriotes,

C'est un des vôtres, fils d'agriculteurs, connaissant bien vos problèmes qui s'adresse à vous, à la veille d'un scrutin décisif qui fixera le destin de la France et de la Creuse, pour vous faire connaître comment il entend agir pour notre pays, si vous voulez bien lui accorder votre confiance.



X. LANSADE

Mars 1978 : Un choix de société

En Mars 1978, vous aurez à choisir entre deux formes de société, qui sont incompatibles, puisque l'une repose sur les libertés, l'esprit d'initiative, le dynamisme des individus et des groupes, alors que l'autre ne peut être fondée durablement que sur l'intolérance, la contrainte et la servitude.

Les Françaises et les Français sont acculés à ce choix depuis qu'en 1972 socialistes et communistes ont signé le programme commun de Gouvernement. **Derrière un paravent de promesses illusoires, ces partis n'ont en réalité d'autre objectif que de mettre en place un type de société qui établira définitivement la domination de l'Etat sur les individus, les familles, les syndicats et les organisations professionnelles.**

Ne cédons pas au mirage de la facilité

Tout le monde ne peut qu'être d'accord sur la nécessité d'augmenter les bas salaires, d'instaurer une plus grande justice sociale en faveur des familles, des handicapés et des personnes âgées, d'améliorer les conditions de travail, notamment en en réduisant la durée et la pénibilité, et c'est ce que les Gouvernements de la Vᵉ République se sont résolument attachés à réaliser depuis vingt ans.

Mais pour atteindre ces objectifs généreux, **il est nécessaire de rétablir dans le pays un climat de confiance et de cohésion sociale, d'encourager les initiatives et les efforts productifs,** car ce n'est de toute évidence qu'en produisant davantage de richesses que l'on pourra surmonter les difficultés nées d'une crise internationale sans précédent et accroître le niveau de vie de l'ensemble des Français et notamment des catégories les plus défavorisées.

Prétendre que l'on peut tout apporter sans contre partie, sans effort national, sans sacrifice, alors que nous sommes engagés dans une guerre monétaire, économique et commerciale, relève d'une escroquerie politique qu'il est de mon devoir de dénoncer.

Priorité à l'emploi

La priorité doit être donnée au problème de l'emploi, car il n'est pas admissible que la jeunesse de ce pays, qui porte nos espoirs soit condamnée malgré elle à l'oisiveté.

Encore faut-il que ces jeunes gens et ces jeunes filles soient orientés vers des tâches socialement utiles et non vers des voies sans issue. On ne peut qu'être inquiet des propositions socialistes visant à prolonger jusqu'à 18 ans la scolarité obligatoire, ce qui revient à condamner l'apprentissage et toute possibilité d'embauche des jeunes avant leur départ pour le service national et donc à accroître le nombre des chômeurs. **Le cumul d'une retraite et d'une activité professionnelle doit être réglementé.**

Le seul moyen efficace de lutter contre la crise est de nous fixer un objectif de croissance, permettant le plein emploi de tous.

Des droits égaux pour tous

La croissance retrouvée de notre économie permettra seule de parfaire l'œuvre de solidarité qui a fortement marquée ces vingt dernières années.

— Une attention prioritaire devra être apportée au problème de la famille, afin d'assurer à notre pays une expansion démographique régulière.

— Les droits de la mère de famille doivent être reconnus et la femme qui se consacre totalement à l'éducation de ses enfants **doit bénéficier d'une couverture sociale propre et notamment d'un droit à la retraite,** comme si elle exerçait une activité professionnelle.

— L'harmonisation des prestations sociales entre salariés, agriculteurs, commerçants, artisans et membres des professions libérales, déjà engagée devra être menée à son terme.

— Les femmes d'agriculteurs, de commerçants, d'artisans et de travailleurs indépendants devront pouvoir bénéficier, si elles le désirent **d'un statut professionnel correspondant à leur participation effective dans la gestion de l'entreprise familiale.**

Rendre leur liberté aux entreprises

La liberté d'entreprendre devra être stimulée par des mesures visant à humaniser les rapports entre les citoyens et les administrations. A cet effet, **les agents de l'Etat et des services publics doivent recevoir plus de responsabilités** leur permettant d'apprécier avec équité tous les cas individuels, qu'une réglementation tatillonne ne peut pas prévoir par avance, notamment en matière fiscale.

Il faut réconcilier les Français avec leur administration en rendant celle-ci plus proche d'eux et leur donner la possibilité d'exercer un recours lorsqu'ils ont le sentiment d'être victimes d'une injustice.

Afin de stimuler le développement des petites et moyennes entreprises, les réglementations qui leur sont applicables doivent être simplifiées et **les charges fiscales et sociales qui pèsent sur elles, notamment dans les régions à faible densité, comme la Creuse, doivent être allégées.**

L'Agriculture doit être encouragée, car elle représente "le pétrole" de la France

— Dans le secteur agricole, **l'installation d'un maximum de jeunes agriculteurs doit être favorisée** par l'actualisation du montant de la dotation d'installation, par l'encouragement à la constitution de groupements fonciers agricoles et de groupements agricoles d'exploitation en commun entre père et fils, ainsi que par l'accès aux prêts spéciaux du Crédit Agricole.

— Les productions creusoises et notamment les produits de l'élevage et de la forêt doivent faire l'objet d'une meilleure valorisation sur place, permettant de **créer des emplois nouveaux dans les industries de transformation liées à l'agriculture.**

— Le Gouvernement devra s'attacher à défendre l'organisation des marchés agricoles au niveau européen et proposera d'en améliorer les mécanismes lorsque ceux-ci n'assurent qu'une protection encore insuffisante du revenu agricole.

— Il ne saurait être question notamment que soit remise en cause l'intervention permanente sur le marché de la viande bovine, obtenue par Jacques CHIRAC lorsqu'il était Ministre de l'Agriculture et la protection du marché de la viande ovine contre les importations abusives.

— Les races à viande doivent être encouragées par **l'octroi au niveau communautaire d'une prime à la vache allaitante et par l'institution d'une marque collective d'origine** permettant une meilleure valorisation des produits de qualité.

OUI à l'exploitation familiale

L'exploitation agricole familiale à responsabilité personnelle doit rester la structure de base de notre agriculture, car elle est celle **qui assure à la fois le meilleur épanouissement des individus et offre la meilleure garantie d'efficacité au consommateur.**

NON aux offices fonciers et à la mainmise de l'Etat sur l'Agriculture

Les agriculteurs ne veulent pas être des assistés, mais pouvoir vivre du produit de leur travail. Ils ne souhaitent pas davantage être soumis à la tutelle d'offices fonciers cantonaux qui, de façon bureaucratique interviendraient non seulement dans les cessions de terres mais également dans les locations, voire dans les successions, partages et donations (avant projet de loi socialiste sur la terre), ni à celle d'offices régionaux par produits qui leur imposeraient de façon autoritaire les productions qu'ils doivent faire.

Pour la participation des salariés à la vie de l'entreprise

Dans les entreprises une politique de formation et de promotion devra **permettre aux salariés d'être associés à la gestion** afin de compléter les mesures déjà intervenues sous la Ve République, en matière de participation des salariés aux fruits de l'expansion et à l'accroissement des valeurs d'actif des entreprises.

Un plan de développement "pour que vive la Creuse"

Ce n'est que dans un climat général de liberté, de développement des responsabilités et de participation de chacun au grand dessein du renouveau de la France, que la Creuse, qui connaît actuellement une grave crise de dépopulation pourra rétablir sa situation et **permettre à tous ses enfants qui le désirent de rester travailler au pays.** Pour cela il faut mettre en place, rapidement et avec vigueur, un plan de développement portant sur trois priorités :

— **l'achèvement du désenclavement de la Creuse** (routes, liaisons ferroviaires, téléphone) ;

— **la création d'emplois** par le développement des activités agricoles, industrielles, artisanales, commerciales ou de service en s'appuyant notamment sur les entreprises existantes et qui sont les plus aptes à se développer ;

— **l'amélioration du cadre de vie ;** équipements collectifs (adduction d'eau, électrification, voirie), logements en qualité et en nombre suffisant, pour les jeunes, les familles, les personnes âgées, équipements **sportifs et culturels.**

Un combat politique pour la Creuse

Je n'ai d'autre ambition que d'agir afin que vive la Creuse, en continuant l'œuvre entreprise par Olivier de PIERREBOURG qui avait su si bien traduire vos aspirations, sa disparition ayant laissé un grand vide dans le département.

Fort de votre confiance, je serai votre médiateur auprès de toutes les autorités responsables, au niveau régional, national ou européen afin que la Creuse sorte de l'ombre où elle est aujourd'hui plongée.

La Creuse dispose de nombreux atouts : sa relative proximité de Paris et des grandes métropoles régionales de Limoges et Clermont-Ferrand, la compétence de ses agriculteurs, de ses industriels, de ses commerçants et de ses artisans. Tous ces points de lumière peuvent et doivent être mis en valeur **à condition que les Creusois reprennent confiance en leur avenir, qu'ils forment des projets et que grâce à ces projets, la Creuse soit mieux connue à l'extérieur.**

L'œuvre à accomplir est immense, mais nous pourrons y parvenir tous ensemble si nous le voulons.

Pour que VIVE la Creuse, votez le 12 Mars prochain pour :

JEAN-CLAUDE PASTY

Directeur des Affaires Sociales au Ministère de l'Agriculture

Rassemblement Pour la République

SUPPLÉANT : **XAVIER LANSADE** *Commerçant*
Conseiller Municipal de GUÉRET

CANDIDATS POUR L'UNION DE LA MAJORITÉ

GUÉRET — IMPRIMERIE LECANTE

Vu les Candidats,